\*\*\*\* \*france\_exec \*20151114

Mes chers compatriotes,

Ce qui s’est produit hier à Paris et à Saint-Denis près du Stade de France est un acte de guerre et face à la guerre, le pays doit prendre les décisions appropriées. C’est un acte de guerre qui a été commis par une armée terroriste, Daech, une armée djihadiste, contre la France, contre les valeurs que nous défendons partout dans le monde, contre ce que nous sommes : un pays libre qui parle à l’ensemble de la planète. C’est un acte de guerre qui a été préparé, organisé, planifié de l’extérieur, et avec des complicités intérieures que l’enquête permettra d’établir. C’est un acte d’une barbarie absolue : à cet instant 127 morts et de nombreux blessés. Les familles sont dans le chagrin, la détresse, le pays est dans la peine.

J’ai pris un décret pour proclamer le deuil national pour trois jours. Toutes les mesures pour protéger nos concitoyens et notre territoire sont prises dans le cadre de l’état d’urgence. Les forces de sécurité intérieures et l’armée - auxquelles je rends hommage, notamment pour l’action qui s’est produite hier et qui a permis de neutraliser les terroristes - l’armée et les forces de sécurité intérieure donc sont mobilisées au plus haut niveau de leurs possibilités. J’ai veillé à ce que tous les dispositifs soient renforcés à l’échelle maximale : des militaires patrouilleront en plein Paris tout au long de ces prochains jours. La France parce qu’elle a été agressée lâchement, honteusement, violemment, la France sera impitoyable à l’égard des barbares de Daech. Elle agira, dans le cadre du droit, avec tous les moyens qui conviennent et sur tous les terrains, intérieurs comme extérieurs, en concertation avec nos alliés qui eux-mêmes sont visés par cette menace terroriste. Dans cette période si douloureuse, si grave, si décisive pour notre pays, j’en appelle à l’unité, au rassemblement, au sang-froid et je m’adresserai au Parlement réuni en congrès à Versailles lundi pour rassembler la Nation dans cette épreuve. La France est forte et même si elle peut être blessée elle se lève toujours et rien ne pourra l’atteindre même si le chagrin nous assaille. La France elle est solide, elle est active, la France elle est vaillante et elle triomphera de la barbarie ; l’histoire nous le rappelle et la force que nous sommes capable aujourd’hui de mobiliser nous en convainc.

Mes chers compatriotes, ce que nous défendons c’est notre patrie, mais c’est bien plus que cela. Ce sont les valeurs d’humanité et la France saura prendre ses responsabilités et je vous appelle à cette unité indispensable.

Vive la République et vive la France.

\*\*\*\* \*france\_exec \*20151116

Monsieur le Président du Congrès,

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et messieurs les membres du gouvernement,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

La France est en guerre. Les actes commis vendredi soir à Paris et près du Stade de France, sont des actes de guerre. Ils ont fait au moins 129 morts et de nombreux blessés. Ils constituent une agression contre notre pays, contre ses valeurs, contre sa jeunesse, contre son mode de vie.

Ils sont le fait d’une armée djihadiste, le groupe Daech qui nous combat parce que la France est un pays de liberté, parce que nous sommes la patrie des Droits de l’Homme.

Dans une période d’une exceptionnelle gravité, j’ai tenu à m’adresser devant le Parlement réuni en Congrès pour marquer l’unité nationale face à une telle abomination et pour répondre avec la détermination froide qui convient à l’attaque ignoble dont notre pays a été la cible.

Notre démocratie a triomphé d’adversaires bien plus redoutables, en vérité, que ces lâches assassins. Notre République n’est pas à la portée de méprisables tueurs.

Ma volonté est de mettre toute la puissance de l’Etat au service de la protection de nos concitoyens. Je sais pouvoir compter sur le dévouement des policiers, des gendarmes, des militaires, de vous-mêmes représentants de la nation. Vous connaissez le sens du devoir et, lorsque les circonstances l’exigent, l’esprit de sacrifice.

Les terroristes croient que les peuples libres se laisseraient impressionner par l’horreur. Il n’en est rien et la République française a surmonté bien d’autres épreuves. Elle est toujours là, bien vivante. Et ceux qui ont entendu la défier ont toujours été les perdants de l’histoire. Il en sera de même cette fois encore. Le peuple français est un peuple ardent, vaillant, courageux qui ne se résigne pas et qui se met debout chaque fois qu’un de ses enfants est à terre.

Ceux qui ont voulu le meurtrir en frappant délibérément des innocents sont des lâches qui ont tiré sur une foule désarmée, si bien que nous ne sommes pas engagés dans une guerre de civilisation, parce que ces assassins n’en représentent aucune. Nous sommes dans une guerre contre le terrorisme djihadiste qui menace le monde entier et pas seulement la France.

Dans cette guerre qui a commencé depuis plusieurs années, nous avons bien conscience les uns et les autres qu’il faudra du temps et que la patience est aussi exigeante que la durée et la dureté avec laquelle nous devons combattre.

L’ennemi use des moyens les plus vils pour essayer de tuer. Mais il n’est pas insaisissable. Je serai même plus précis encore : il n’est pas hors d’atteinte.

Donc, dans cette période si difficile, si lourde, où nos concitoyens ont ressenti l’effroi, ils doivent garder leur sang-froid. J’appelle une nouvelle fois tous nos compatriotes à faire preuve de ces vertus qui font l’honneur de notre pays : la persévérance, l’unité, la lucidité, la dignité.

Aujourd’hui, notre pays est en deuil. Nous pensons à ces innocents qui sont morts fauchés par les armes de tueurs dans les rues de Paris et de la banlieue. Nous pensons à leurs familles qui connaissent la peine la plus inconsolable. Nous pensons à ces centaines de jeunes gens, jeunes filles, jeunes garçons qui ont été touchés, blessés, traumatisés par cette terrible attaque. Certains, au moment où je parle devant vous, luttent encore pour leur vie.

Je salue l’action des services de secours et de soins qui se sont mobilisés depuis vendredi. Notre système de santé s’était préparé à une telle situation d’urgence. Et une fois encore, il a fait face pour accomplir parfaitement la mission.

Je veux également rendre hommage aux forces de l’ordre, pleinement engagées pour assurer la sécurité des Français, comme une fois encore en a témoigné le courage de ces policiers qui, au moment de donner l’assaut pour libérer les otages du Bataclan qui étaient condamnés à une mort certaine sans leur intervention, ont une fois encore montré de la détermination et du dépassement d’eux-mêmes.

Vendredi, c’est la France tout entière qui était la cible des terroristes. La France qui aime la vie, la culture, le sport, la fête. La France sans distinction de couleur, d’origine, de parcours, de religion. La France que les assassins voulaient tuer, c’était la jeunesse dans toute sa diversité. La plupart des morts n’avaient pas 30 ans. Ils s’appelaient Mathias, Quentin, Nick, Nohemi, Djamila, Hélène, Elodie, Valentin et j’en oublie tellement d’autres ! Quel était leur seul crime ? C’était d’être vivant.

Ce qui a été visé par les terroristes, c’était la France ouverte au monde. Plusieurs dizaines d’amis étrangers font partie des victimes, représentant 19 nationalités différentes.

Depuis vendredi soir, je reçois des messages de solidarité de chefs d’Etat ou de gouvernements de toute la planète. Partout, les trois couleurs du drapeau français ont habillé les sites les plus célèbres rappelant ainsi que la France est toujours une lumière pour l’humanité. Et quand elle est atteinte, c’est le monde qui se retrouve un temps dans la pénombre.

Les actes de guerre de vendredi ont été décidés, planifiés en Syrie, préparés ; ils ont été organisés en Belgique, perpétrés sur notre sol avec des complicités françaises.

Ces attentats poursuivent un objectif bien précis : semer la peur pour nous diviser ici et faire pression pour nous empêcher là-bas au Moyen-Orient de lutter contre le terrorisme.

Nous faisons face à une organisation, Daech, disposant d’une assise territoriale, de ressources financières et de capacités militaires. Depuis le début de l’année, l’armée terroriste de Daech a notamment frappé à Paris, au Danemark, en Tunisie, en Egypte, au Liban, au Koweït, en Arabie saoudite, en Turquie, en Libye. Elle massacre chaque jour et opprime des populations.

C’est la raison pour laquelle la nécessité de détruire Daech constitue un sujet qui concerne toute la communauté internationale. J’ai donc demandé au Conseil de sécurité de se réunir dans les meilleurs délais pour adopter une résolution marquant cette volonté commune de lutter contre le terrorisme.

D’ici là, la France intensifiera ses opérations en Syrie.

Hier soir, j’ai donné l’ordre à dix chasseurs-bombardiers français de larguer leurs bombes sur le fief de Daech à Raqqa. Ils ont détruit un centre de commandement et un camp d’entraînement. J’adresse toutes mes félicitations aux pilotes français qui ont réussi cette mission. Je remercie également nos alliés américains, qui ont utilement prêté leur concours à cette opération. Et je l’annonce ici devant le Congrès : nous poursuivrons ces frappes au cours des semaines à venir. Le porte-avion Charles de Gaulle appareillera jeudi pour se rendre en Méditerranée orientale, ce qui triplera nos capacités d’action. Et il n’y aura dans cette action aucun répit et aucune trêve.

Les commanditaires des attentats de Paris doivent savoir que leurs crimes, loin de faire vaciller la résolution de la France, renforcent encore notre détermination à les détruire.

Le terrorisme, nous le combattons partout là où des Etats sont menacés pour leur survie même. C’est ce qui a justifié la décision que j’avais prise d’intervenir au Mali et encore en ce moment même la présence de nos militaires au Sahel là où Boko Haram massacre, enlève, viole, tue. Le terrorisme, nous le combattons en Irak pour permettre aux autorités de ce pays de restaurer leur souveraineté sur l’ensemble du territoire et en Syrie nous cherchons résolument, inlassablement une solution politique dans laquelle Bachar AL ASSAD ne peut constituer l’issue mais notre ennemi, notre ennemi en Syrie, c’est Daech.

Il ne s’agit donc pas de contenir, mais de détruire cette organisation à la fois pour sauver des populations, celles de Syrie, celles d’Irak mais je pourrais ajouter celles du Liban, de Jordanie, de Turquie, tous les pays voisins. C’est aussi de nous protéger, pour éviter que viennent sur notre territoire comme ce fut le cas vendredi des combattants étrangers pour mener des actes terroristes.

Mais il faut faire davantage. La Syrie est devenue la plus grande fabrique de terroristes que le monde ait connu et la communauté internationale – et j’en ai fait plusieurs fois le constat – est divisée et incohérente. La France a demandé dès le début du conflit qu’il puisse y avoir cette unité si nécessaire pour agir.

Aujourd’hui, il faut plus de frappes – nous en faisons –, plus de soutien à tous ceux qui se battent contre Daech– nous l’apportons, nous la France –, mais il faut un rassemblement de tous ceux qui peuvent réellement lutter contre cette armée terroriste dans le cadre d’une grande et unique coalition – c’est ce à quoi nous travaillons.

C’est dans cet esprit que je rencontrerai dans les prochains jours le Président OBAMA et le Président POUTINE pour unir nos forces et atteindre un résultat qui pour l’instant est encore renvoyé à trop longtemps.

La France parle à tous, à l’Iran, à la Turquie, aux pays du Golfe. Et les attentats de Paris se sont produits au moment même où se tenait à Vienne avec ces pays-là une réunion pour chercher une solution politique en Syrie. Alors, chacun est désormais face à ses responsabilités : les pays voisins, les puissances, mais aussi l’Europe.

J’ai demandé au ministre de la Défense de saisir dès demain ses homologues européens au titre de l’article 42-7 du traité de l’Union qui prévoit que lorsqu’un Etat est agressé, tous les Etats membres doivent lui apporter solidarité face à cette agression car l’ennemi n’est pas un ennemi de la France, c’est un ennemi de l’Europe.

L’Europe, elle ne peut pas vivre dans l’idée que les crises qui l’entourent n’ont pas d’effet sur elle. La question des réfugiés est directement liée à la guerre en Syrie et en Irak. Les habitants de ces pays-là, notamment ceux des territoires contrôlés par Daech sont martyrisés et fuient ; ils sont les victimes de ce même système terroriste.

Voilà pourquoi il est vital que l’Europe accueille dans la dignité ceux qui relèvent du droit d’asile mais renvoie dans leurs pays ceux qui n’en relèvent pas, ce qui exige - ce qui n’est pas le cas encore aujourd’hui- une protection effective des frontières extérieures. La France y travaille, elle a été la première à mettre en garde, et la France avec l’Allemagne aujourd’hui fait en sorte que les pays qui sont confrontés à l’afflux des réfugiés puissent être aidés. Les premiers à devoir l’être sont les pays de la région : Turquie, Jordanie, Liban. Et si l’Europe ne contrôle pas ses frontières extérieures, alors – et nous le voyons aujourd’hui sous nos yeux – c’est le retour aux frontières nationales, quand ce ne sont pas les murs, les barbelés qui sont annoncés.

Ce sera alors la déconstruction de l’Union européenne.

Il est également impératif que les demandes que la France a exprimées depuis longtemps trouvent en Europe une traduction rapide ; je pense à la lutte contre le trafic d’armes, à la mise en place des contrôles coordonnés et systématiques aux frontières et à l’approbation, avant la fin de l’année 2015, de ce qu’on appelle le PNR européen, tout simplement pour assurer la traçabilité du retour des djihadistes et les interpeller.

Voilà les exigences que portera la France une nouvelle fois par le ministre de l’Intérieur à la réunion qui se tiendra, à notre demande, dès vendredi.

Face aux actes de guerre qui ont été commis sur notre sol - et qui viennent après les attentats du 7, 8 et 9 janvier, et tant d’autres crimes commis ces dernières années au nom de cette même idéologie djihadiste - nous devons être impitoyables.

Nous le savons, et c’est cruel que de le dire, ce sont des Français qui ont tué vendredi d’autres Français. Il y a, vivant sur notre sol, des individus qui, de la délinquance passent à la radicalisation puis à la criminalité terroriste. Parfois, ils sont allés combattre en Syrie ou en Irak. Parfois ils forment des réseaux qui s’entraînent en fonction des circonstances, ou qui s’entraident pour mener à un moment que leurs commanditaires ont choisi des actes terroristes. Nous en avions déjoués plusieurs ces derniers mois et nous savons maintenant, que dis-je, depuis hélas plusieurs mois, ce qu’est cet engrenage, ce qu’est cette organisation, ce qu’est cette préparation.

Nous devons donc nous défendre dans l’urgence et dans la durée. Il en va de la protection de nos concitoyens et de notre capacité de vivre ensemble.

Dans la nuit de vendredi, lorsque les fusillades ont fait connaitre leur terrible bilan, j’ai réuni le Conseil des ministres, j’ai ordonné le rétablissement immédiat des contrôles aux frontières et j’ai proclamé l’état d’urgence, sur proposition du Premier ministre.

Il est désormais effectif sur tout le territoire et j’ai élargi la possibilité de procéder à des perquisitions administratives dans tous les départements métropolitains. Il y a eu cette nuit plus de 104 assignations à résidence et 168 perquisitions. Et il y en aura d’autres.

Cependant, avec les actes de guerre du 13 novembre, l’ennemi a franchi une nouvelle étape.

La démocratie a la capacité de réagir. La Déclaration des droits de l’homme et du citoyen affirme dans son article 2 que la sûreté et la résistance à l’oppression sont des droits fondamentaux. Alors nous devons les exercer.

Conformément à ces principes, nous allons donner les moyens de garantir encore une fois la sécurité de nos concitoyens.

J’ai décidé que le Parlement serait saisi dès mercredi d’un projet de loi prolongeant l’état d’urgence pour trois mois et adaptant son contenu à l’évolution des technologies et des menaces.

En effet, la loi qui régit l’état d’urgence, la loi du 3 avril 1955 ne pouvait pas être conforme à l’état des technologies et des menaces que nous rencontrons aujourd’hui.

Mais elle comporte deux mesures exceptionnelles : l’assignation à résidence et les perquisitions administratives. Ces deux mesures offrent des moyens utiles pour prévenir la commission de nouveaux actes terroristes. Je veux leur donner immédiatement toute leur portée et les consolider.

Le Premier ministre proposera donc au Parlement d’adopter un régime juridique complet pour chacune de ces dispositions. Et mesdames, messieurs les parlementaires, je vous invite à le voter d’ici la fin de la semaine.

Mais nous devons aller au-delà de l’urgence.

Et j’ai beaucoup réfléchi à cette question. J’estime en conscience que nous devons faire évoluer notre Constitution pour permettre aux pouvoirs publics d’agir, conformément à l’état de droit, contre le terrorisme de guerre.

Aujourd’hui, notre texte comprend deux régimes particuliers qui ne sont pas adaptés à la situation que nous rencontrons.

Premier régime, c’est le recours à l’article 16 de la Constitution. Il implique que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics soit interrompu. Le Président de la République prend alors les mesures exigées par les circonstances en dérogeant à la répartition des compétences constitutionnelles.

Et puis il y a l’article 36 de la Constitution qui porte sur l’état de siège. Il n’est pas non plus approprié. L’état de siège, il est décrété en cas de péril imminent résultant d’une guerre étrangère ou d’une insurrection à main armée. Dans ce cas, différentes compétences sont transférées de l’autorité civile à l’autorité militaire.

Chacun voit ici qu’aucun de ces deux régimes n’est adapté à la situation que nous rencontrons. Le fonctionnement régulier des pouvoirs publics – et nous le prouvons aujourd’hui – n’est pas interrompu et il n’est pas concevable de transférer à l’autorité militaire des pouvoirs. Pourtant nous sommes en guerre. Mais cette guerre d’un autre type face à un adversaire nouveau appelle un régime constitutionnel permettant de gérer l’état de crise.

C’est ce qu’avait proposé en 2007, le comité présidé par Edouard BALLADUR qui réfléchissait sur l’évolution de notre Constitution. Il suggérait de modifier l’article 36 de notre Constitution pour y faire figurer l’état de siège ainsi que l’état d’urgence et sa proposition renvoyait à une loi organique, le soin de préciser les conditions d’utilisation de ces régimes.

Je considère que cette orientation doit être reprise. Il s’agit de pouvoir disposer d’un outil approprié pour fonder la prise de mesures exceptionnelles pour une certaine durée, sans recourir à l’état de siège et sans compromettre l’exercice des libertés publiques.

Cette révision de la Constitution doit s’accompagner d’autres mesures. Il en va de la déchéance de nationalité. La déchéance de nationalité ne doit pas avoir pour résultat de rendre quelqu’un apatride, mais nous devons pouvoir déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou un acte de terrorisme, même s’il est né français, je dis bien « même s’il est né français » dès lors qu’il bénéficie d’une autre nationalité.

De même, nous devons pouvoir interdire à un binational de revenir sur notre territoire, s’il représente un risque terroriste, sauf à ce qu’il se soumette, comme le font d’ailleurs nos amis britanniques, à un dispositif de contrôle draconien.

Nous devons pouvoir expulser plus rapidement les étrangers qui représentent une menace d’une particulière gravité pour l’ordre public et la sécurité de la Nation, mais nous devons le faire dans le respect de nos engagements internationaux.

Je sais que d’autres propositions ont été formulées pour accroitre la surveillance de certains individus, fichés notamment. Le Gouvernement, dans un esprit d’unité nationale, va saisir pour avis le Conseil d’Etat pour vérifier la conformité de ces propositions à nos règles fondamentales et à nos engagements internationaux. Cet avis sera rendu public et j’en tirerai toutes les conséquences.

Réfléchissons bien à cette décision. Notre Constitution est notre pacte collectif, elle unit tous les citoyens, elle est la règle commune, elle porte des principes, elle est précédée d’un préambule qui montre que la France est un pays de droit.

La Constitution, c’est la charte commune, c’est le contrat qui unit tous les citoyens d’un même pays. Dès lors que la Constitution est le pacte collectif indispensable pour vivre ensemble, il est légitime que la Constitution comporte les réponses pour lutter contre ceux qui voudraient y porter atteinte, de la même manière que sont voués à la dissolution les associations ou les groupements de fait qui provoquent la haine ou incitent à la commission d’actes terroristes.

Mesdames, Messieurs les parlementaires, je vous demande de réfléchir à la décision que j’ai prise et je demande au Premier Ministre de préparer cette révision avec vous afin qu’elle puisse être adoptée dans les meilleurs délais.

Car nous avons prolongé, vous allez prolonger l’état d’urgence au-delà des 12 jours pour trois mois mais après l’état d’urgence, nous devons être pleinement dans un état de droit pour lutter contre le terrorisme.

Enfin, puisque la menace va durablement peser et que la lutte contre Daech va nous mobiliser encore longtemps sur le front extérieur comme sur le terrain intérieur, j’ai également décidé de renforcer substantiellement les moyens dont disposent la justice et les forces de sécurité.

D’abord, les services d’enquête et les magistrats antiterroristes doivent pouvoir recourir, dans le cadre de la procédure judiciaire, à tout l’éventail des techniques de renseignement qu’offrent les nouvelles technologies et dont l’utilisation est autorisée, dans un cadre administratif, par la loi sur le renseignement. La procédure pénale doit également prendre en compte, de la manière la plus étroite possible, la spécificité de la menace terroriste.

Ensuite, les magistrats doivent avoir plus largement accès aux moyens d’enquêtes les plus sophistiqués, pour lutter notamment contre les trafics d’armes car ce sont avec les armes du banditisme que les actes terroristes sont commis. Les peines seront significativement alourdies.

Enfin, face à la violence du terrorisme, la question de la légitime défense des policiers et des conditions dans lesquelles ils peuvent faire usage de leurs armes devra être traitée toujours dans le cadre de l’Etat de droit.

Ces différents sujets constitueront la matière d’un important chantier législatif que je demande au Premier ministre de conduire et d’engager sans délai avec les ministres concernés, Garde des Sceaux, ministre de l’Intérieur, de manière à ce que nous ne perdions aucune minute dans l’action engagée.

Ce dispositif, ces dispositifs complèteront toutes les mesures qui ont été adoptées depuis 2012, deux lois antiterroristes, une loi sur le renseignement, un renforcement considérable des moyens mais j’ai également conscience qu’il nous faut augmenter encore les moyens parce que si nous sommes en guerre, nous ne pouvons pas l’être avec ce que nous avions il y a quelques années dans des lois de programmation militaire ou dans d’autres textes imaginés pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

Alors, 5 000 emplois supplémentaires de policiers et de gendarmes seront créés d’ici 2 ans afin de porter le total des créations d'emploi de sécurité à 10 000 sur le quinquennat. Cet effort qui est considérable et qu’assume le gouvernement dans le contexte budgétaire que chacun connait permettra simplement de restaurer le potentiel des forces de sécurité intérieure au niveau qu’elles connaissaient en 2007.

Ces créations de postes bénéficieront aux services de lutte contre le terrorisme, à la police aux frontières et plus généralement, à la sécurisation générale du pays. Elles s'accompagneront des moyens d'équipement et d'investissement nécessaires à l'accomplissement des missions.

De même, le ministère de la Justice disposera de 2 500 postes supplémentaires pour l'administration pénitentiaire, pour les services judiciaires. Et je n’oublie pas l’administration des douanes qui devra être renforcée de 1 000 postes pour que nous puissions assurer le contrôle aux frontières dès lors qu’il sera utilisé.

Quant à nos armées qui sont de plus en plus sollicitées par les opérations extérieures que nous allons poursuivre, par la sécurité de nos compatriotes qui est demandée, j’ai donc là encore décidé qu’il n’y aurait aucune diminution d’effectifs dans la défense jusqu’en 2019. Et cette réorganisation de nos armées se fera au bénéfice des unités opérationnelles, de la cyberdéfense et du renseignement. Le gouvernement me présentera donc sans attendre une planification nouvelle de l’évolution des effectifs de la défense jusqu’en 2019.

Je souhaite également que l’on tire mieux parti des possibilités des réserves de la défense, encore insuffisamment exploitées dans notre pays alors que nous avons justement ce gisement. Les réservistes sont un élément fort du lien entre l’armée et la Nation. Ils constituent les éléments qui peuvent, demain, former une garde nationale encadrée et disponible.

Toutes ces décisions budgétaires seront prises dans le cadre de la loi de finances qui est en ce moment même en discussion pour 2016. Elles se traduiront nécessairement, et je l’assume devant vous, par un surcroît de dépenses mais dans ces circonstances, je considère que le pacte de sécurité l’emporte sur le pacte de stabilité.

Mesdames, Messieurs les Parlementaires, le visage des morts, celui des blessés, celui des familles endeuillées ne quittent pas mon esprit. Ce souvenir nourrit une résolution sans faille qui, je le sais, est également la vôtre.

Dans ma détermination à combattre le terrorisme, je veux que la France puisse rester elle-même. Les barbares qui l’attaquent voudraient la défigurer ? Ils ne parviendront pas à la faire changer de visage ; jamais ils ne doivent réussir à abimer l’âme française. Jamais ils ne nous empêcheront de vivre, de vivre comme nous en avons décidé, de vivre pleinement, de vivre librement et nous devons en faire la démonstration avec sang-froid. Et je pense à la jeunesse, je pense à celle qui se sent blessée à travers toutes ces victimes et qui s’interroge sur sa capacité à pouvoir vivre dans un Etat de droit.

Nous devons continuer, continuer à travailler, continuer à sortir, continuer à vivre, continuer à influencer le monde et c’est pourquoi le grand événement international de la Conférence sur le Climat sera non seulement maintenu mais sera un moment d’espérance et de solidarité. D’espérance parce qu’il s’agit tout simplement de l’avenir de la planète et de solidarité parce qu’il y aura sans doute plus de cent chefs d’Etat et de gouvernement qui viendront là pour négocier un accord durable, un accord contraignant, un accord différencié pour que nous puissions vivre et que nos enfants, petits-enfants puissent continuer à avoir la planète qu’ils auront reçue en héritage. Mais ils viendront aussi dire à la France, pays de liberté, combien le monde entier est solidaire, combien le monde entier doit également se mobiliser pour lutter contre le terrorisme.

De la même manière, les rythmes de notre démocratie ne sont pas soumis au chantage des terroristes. Les élections régionales se dérouleront aux dates prévues et la vie politique elle-même doit retrouver ses droits ; c’est notre devoir.

Monsieur le Président du Congrès, Monsieur le Président du Sénat, Mesdames, Messieurs les Parlementaires, vous qui représentez la Nation toute entière, vous la représentez dans toutes ses sensibilités, dans toute sa diversité mais aussi dans son unité. Vous êtes les représentants d’un peuple libre qui est invincible quand il est uni et rassemblé. C’est notre bien le plus précieux et nous devons éviter surenchères et dérives, c’est aussi notre devoir de républicain. C’est en renonçant au combat que la République devait mener qu’elle a pu s’éloigner d’elle-même dans certaines circonstances ; nous devons veiller qu’il n’en soit pas aujourd’hui le cadre.

La République, nous voulons l’investir de toute la force nécessaire qu’appelle ce contexte nouveau de guerre, pour lui permettre d’éradiquer dans le respect de nos valeurs le terrorisme et sans rien perdre de ce que garantit l’Etat de droit.

Nous éradiquerons le terrorisme parce que les Français veulent continuer à vivre ensemble sans rien craindre de leurs semblables. Nous éradiquerons le terrorisme parce que nous sommes attachés à la liberté et au rayonnement de la France dans le monde. Nous éradiquerons le terrorisme pour que la circulation des personnes, le brassage des cultures demeurent possibles et que la civilisation humaine s’en trouve enrichie. Nous éradiquerons le terrorisme pour que la France continue à montrer le chemin. Le terrorisme ne détruira pas la République car c’est la République qui le détruira.

Vive la République et vive la France.

\*\*\*\* \*france\_exec \*20151124

Mesdames, Messieurs,

Je veux d’abord remercier le président des Etats-Unis, Barack OBAMA, pour la solidarité dont il a fait preuve. Dès que les attentats ont été connus du monde entier, le premier à m’avoir appelé ce fut Barack. Il était tard, très tard en France, deux heures du matin. Le président des Etats-Unis avait déjà exprimé sa solidarité, sa compassion, son émotion devant l’horreur et dans l’échange que nous avions cette nuit-là il a voulu me dire que les Etats-Unis étaient aux côtés de la France, que l’assistance qui pouvait être apportée à la France serait sans limite et qu’il y avait un devoir commun qui était d’unir nos forces pour lutter contre le terrorisme.

Je n’oublie pas non plus tous les messages que le peuple américain a adressés au cours de ces derniers jours au peuple français. Ces drapeaux tricolores agités dans toutes les manifestations, ces bougies posées devant des lieux qui rappelaient la France ou qui étaient la France ici aux Etats-Unis, ces Marseillaise entonnées dans les cérémonies officielles. C’est vrai que le 11 septembre tous les Français étaient américains et après le 13 novembre les Américains étaient français, nos deux peuples fusionnés dans la même émotion mais surtout dans la même défense de la liberté, la même ferveur à porter nos valeurs. Nous ne sommes pas deux peuples semblables, nous avons notre histoire, nous avons nos cultures, nos origines mais nous avons la même foi dans la liberté.

C’est la France qui a été agressée le 13 novembre dernier, la France dans ce qu’elle est, un pays que nous considérons comme unique au monde parce qu’il parle au monde. C’est la France qui a été attaquée pour ce qu’elle représente, pour ce qu’elle porte, sa culture, sa joie de vivre mais aussi ses valeurs, ses principes. Mais en attaquant la France c’était le monde entier que les terroristes, les assassins lâches de Daech, voulaient viser. Il y avait dans les cafés, dans les restaurants et dans ce lieu de spectacle, le Bataclan, des femmes, des hommes, jeunes le plus souvent, qui appartenaient à plus de 20 nationalités et qui avaient la même envie de vivre et c’est pour cela qu’ils ont été tués. Mes pensées vont vers les proches de Nohemi GONZALEZ, cette jeune étudiante américaine qui était venue là aussi partager un moment de culture, de joie. Je pense aussi à ce groupe américain qui se produisait au Bataclan ; c’était le signe aussi que nos cultures se confondaient pour créer le même enthousiasme, frappé, fauché par les terroristes.

Nous avons devant nous un groupe terroriste qui s’est organisé sur un territoire, qui dispose de ressources importantes, qui prospère avec le trafic, trafic du pétrole, trafic de drogue, trafic des êtres humains et qui depuis le début de l’année n’a cessé de frapper de nombreux pays, le Danemark, la Tunisie, le Liban, le Koweït, la Turquie, l’Egypte et la Russie avec ce crash qui s’est produit, provoqué par Daech. Alors avec le président OBAMA nous voulions aujourd’hui à l’occasion de cette rencontre d’abord partager notre farouche détermination à lutter contre le terrorisme partout, à vouloir aussi dire au monde que nous ne laisserons pas faire ceux qui veulent annihiler, détruire ce que nous avons construit génération après génération ; nous ne laisserons pas abîmer le monde et face à Daech nous devons avoir une réponse commune, collective et implacable.

Nous sommes unis, la France et les Etats-Unis, pour donner cette réponse. Sur le plan militaire il s’agit de détruire Daech partout où il se trouve, de couper ses sources de financement, de traquer ses dirigeants, de démanteler ses réseaux et de reconquérir les territoires qu’il contrôle. Nous avons donc décidé, le président OBAMA et moi-même, d’intensifier nos frappes en Syrie comme en Irak, d’élargir leur portée, de renforcer les échanges de renseignement sur les cibles que nous devons viser. La priorité est la reprise des points clés occupés par Daech en Syrie. Il est également urgent de fermer la frontière entre la Syrie et la Turquie pour qu’aucun terroriste ne vienne notamment en Europe pour perpétrer des actes barbares, ceux que nous avons connus. Nous avons aussi décidé de travailler avec nos partenaires de la coalition en Irak et de soutenir tous ceux qui combattent au sol Daech et de faire en sorte que ces forces-là puissent être aidées, équipées par l’ensemble des pays qui veulent sur le plan militaire détruire Daech.

La résolution du Conseil de sécurité qui a été votée à l’unanimité vendredi dernier, qui a été proposée par la France et soutenue par les Etats-Unis, nous donne les moyens d’agir ; c’est ce que fait la France en ce moment même. Le porte-avions Charles de Gaulle est en Méditerranée orientale et multiplie nos capacités d’intervention. Hier, nous avons à nouveau et pour la sixième fois depuis les attentats frappé Raqqa. Par ailleurs, nos avions ont poursuivi l’appui aux combattants irakiens dans la région de Ramadi et de Mossoul dans le cadre de la coalition. Ensuite, sur le plan du renseignement, le président OBAMA et moi-même avons, et c’était dès la nuit du drame, encore renforcé notre coopération, nos échanges d’informations et je salue aussi tout ce que nous faisons pour que les expertises des uns et des autres soient mises au service du contrôle des mouvements que peuvent emprunter les terroristes de façon à ce que nous ne laissions pas faire, parce que ce qu’ils veulent c’est terroriser bien au-delà de la Syrie ou de l’Irak ou des pays voisins, ce qu’ils veulent c’est d’une certaine façon créer l’effroi partout pour que nous puissions douter de nous-mêmes, pour que nous puissions prendre des décisions qui seraient contraires même à ce que nous voulons pour la liberté ou pour le droit. Là aussi nous ne céderons pas. Mais en même temps nous devons nous défendre et utiliser les moyens du renseignement.

Sur le plan diplomatique, nous travaillons à une transition politique crédible en Syrie. Dans le cadre du processus de Vienne, et je salue le travail que font John KERRY et Laurent FABIUS pour trouver un calendrier précis permettant un cessez-le-feu, le plus rapide sera le mieux, et l’ouverture d’un processus conduisant au départ de Bachar el-ASSAD. Car comment imaginer que les Syriens puissent se réunir, se rassembler avec celui qui est à l’origine de ce qui a été l’un des plus grands massacres de ces dernières années, près de 300 000 morts ? Il doit y avoir une transition politique, il doit y avoir un gouvernement d’union mais qui doit conduire au départ de Bachar el-ASSAD.

L’Europe, et Barack y est revenu, est directement concernée par la crise syrienne d‘abord parce qu’il y a cette menace terroriste, ensuite parce qu’il y a des milliers de réfugiés qui fuient les bombardements du régime et les atrocités de Daech. Les abandonner à leur sort serait renier ce que nous sommes. C’est pourquoi je refuse l’amalgame entre migrants et terroristes mais en même temps nous devons contrôler les frontières et notamment ce qui aujourd’hui est en cause, c’est-à-dire traverser la mer entre la Turquie et la Grèce -au risque même de la vie des personnes qui fuient- et c’est pourquoi le rôle de la Turquie est important et nous devons avec la Turquie trouver des solutions pour que les réfugiés restent au plus près de leur pays d’origine et que nous puissions être sûrs qu’il y aura sur la frontière les contrôles indispensables.

Jeudi, je me rendrai à Moscou pour y rencontrer Vladimir POUTINE. Je lui dirai que la France peut travailler avec la Russie si elle concentre son action militaire sur Daech, sur l’Etat islamique et si elle s’engage pleinement pour la recherche d’une solution politique en Syrie. C’est ce que nous voulons faire, c’est-à-dire unir tous les pays, tous ceux qui ont la volonté de chercher et de trouver une solution politique en Syrie, de n’en écarter aucun mais de faire en sorte que cette solution politique puisse permettre d’éradiquer le terrorisme.

La semaine prochaine, c’est-à-dire dès lundi, il y aura à Paris la réunion de la Conférence sur le climat. Je n’imaginais pas le contexte dans lequel cette conférence pouvait se tenir et en même temps je me dis qu’il n’y a pas plus beau symbole, plus belle réponse que de la recevoir à Paris - là où il y a eu ces attaques, là où nous avons donné les réponses qui convenaient en termes de protection et de sécurité mais aussi de défense de nos principes et de nos valeurs. Il n’y a pas de plus beau symbole que de réunir la Conférence sur le climat à Paris avec 150 chefs d’Etat et de gouvernement. Jamais la France n’aura accueilli autant de responsables de la communauté internationale. Ils viennent pour régler la question du climat et pour chercher et trouver là encore l’accord indispensable pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et faire que nos enfants, nos petits-enfants vivent mieux et vivent tout simplement. Mais ils viennent aussi pour marquer leur attachement à la liberté, à la lutte contre le fanatisme, l’obscurantisme, l’extrémisme religieux, cet islamisme qui devient radical et devient à ce moment-là dangereux. Oui, ils viennent tous au-delà de leurs sensibilités, au-delà de leurs croyances, de leurs convictions pour affirmer le même principe, les mêmes valeurs avec un même mot, la vie, tout simplement la vie. Et c’est pourquoi je me félicite que le président OBAMA puisse nous permettre de réussir cette conférence.

Je salue non seulement les déclarations qu’il a faites tout au long de ces dernières semaines et ces derniers mois mais les engagements qu’il a pris au nom des Etats-Unis, au nom du monde. Il était très important qu’un des pays les plus puissants du monde, sans doute le plus puissant, donc le plus émetteur de gaz à effet de serre, puisse aussi être au rendez-vous de l’avenir comme il a été au rendez-vous de l’histoire. Parce que ce que nous avons à faire à Paris au début de la semaine prochaine c’est de montrer que la vie non seulement continue mais que la vie est protégée, que la vie est préparée, celle de nos enfants. La France et les Etats-Unis par leur histoire, par les valeurs qui ont constitué leurs deux nations, par l’esprit qui les anime ont cette responsabilité d’agir dans l’urgence pour le présent -c’est ce que nous avons à faire contre le terrorisme et contre cette organisation Daech- et en même temps de préparer l’avenir. Je suis dans ce contexte, même s’il est dramatique, heureux de pouvoir être aux côtés de Barack OBAMA pour lancer ce message au monde entier. Merci.

\*\*\*\* \*france\_exec \*20151125

Mesdames, Messieurs,

Je veux une fois encore remercier Angela, la Chancelière d’Allemagne, pour sa présence, pour les mots qu’elle a prononcés dès la nuit du drame et aussi pour le geste qu’elle vient de faire ici, à Paris : déposer une fleur place de la République, pour montrer la solidarité du peuple allemand dans cette circonstance si éprouvante.

S’il en était encore besoin de montrer ce qu’est l’amitié entre la France et l’Allemagne, nous aurions une fois encore une nouvelle preuve et une nouvelle illustration de ce qu’elle peut être et de ce qu’elle signifie, pas simplement une relation entre chefs d’État et de gouvernement, mais véritablement une forme de compréhension lorsque le malheur frappe.

Je me souviens encore de la présence d’Angela, c’était après les drames et les tragédies du mois de janvier, de sa présence dans cette manifestation. Puis lorsque des catastrophes se sont produites, on se souvient, dans les Alpes-de-Haute-Provence, nous étions une fois encore unis dans la même émotion.

Mais nous ne sommes pas simplement dans la compassion parce que nous devons être dans l’action contre le terrorisme. Nous avons des responsabilités dans nos deux pays. Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger notre population et notre territoire car aucun pays n’est à l’abri d’une action terroriste et notamment venant du groupe Daech. Nous le voyons encore ces derniers jours, ce groupe a frappé en Tunisie. J’ai eu le Président tunisien à l’instant au téléphone et je lui ai exprimé le soutien de la France et de l’Allemagne, puisque nous étions prêts à nous rencontrer, Angela et moi-même.

Nous devons donc agir. Agir aussi au plan européen et c’est la raison pour laquelle, lors du Conseil des ministres qui s’est tenu vendredi dernier – ce que l’on appelle le Conseil JAI –, il y a eu des décisions importantes, notamment sur le PNR européen pour contrôler les déplacements aériens ; lutter aussi contre le trafic d’armes ; mieux contrôler nos frontières, nos frontières extérieures ; et aussi éradiquer le terrorisme en asséchant son financement.

Mais nous ne pouvons pas simplement prendre des mesures en France, en Allemagne, en Europe par rapport à la lutte contre le terrorisme, nous devons agir sur la source même, sur les causes mêmes et notamment sur le groupe Daech, l’État islamique, en Syrie et en Irak. Ça a été le sens de ma visite hier aux États-Unis, à Washington. J’ai rencontré le Président OBAMA. Nous avons convenu d’intensifier les frappes pour faire que ce groupe Daech puisse être atteint en son cœur et aussi que nous puissions le briser au niveau de ses points d’approvisionnement, que nous puissions coordonner nos efforts, avoir davantage d’informations sur les cibles que nous pouvons retenir.

Demain, je serai à Moscou, je rencontrerai le Président POUTINE. Je lui dirai que c’est contre Daech que nous devons tous agir et que nous devons déployer nos moyens les uns comme les autres pour éradiquer ce groupe et coordonner nos actions.

Aujourd’hui, je suis avec Angela MERKEL, la Chancelière d’Allemagne. Je sais qu’elle a déjà pris des dispositions importantes et je veux l’en remercier. Je n’oublie pas ce qu’elle avait déjà fait pour nous accompagner dans notre intervention au Mali. Encore aujourd’hui, elle a annoncé qu’elle pourrait déployer davantage de personnels au Mali, ce qui conduira à ce que nos forces puissent se déployer ailleurs et aussi agir dans la zone du Sahel. Je veux souligner une fois encore combien le Mali a besoin d’être soutenu, d’être aidé, d’être protégé avec ce qui s’est passé à l’HÔTEL RADISSON.

Mais je souhaite que l’Allemagne puisse s’engager encore davantage dans la lutte contre Daech en Syrie et en Irak et je serai très attentif à ce que pourra dire la Chancelière là-dessus, en sachant quelles sont les règles qui existent en Allemagne par rapport à l’intervention extérieure. Mais si l’Allemagne pouvait aller plus loin, ce serait un très bon signal dans la lutte contre le terrorisme.

Ce que je veux au cours de cette semaine et compte tenu de la responsabilité qui est la mienne après ce qui s’est produit le 13 novembre, c’est faire que l’ensemble de la communauté internationale puisse agir et coordonner ses efforts. J’ai également voulu que les ministres de la Défense de l’Europe puissent porter assistance à la France, comme les règles du traité nous y obligent.

Enfin, sur la question de ce qui se produit en Syrie ou autour de la Syrie et avec l’incident grave, c’est-à-dire un avion russe qui a été abattu par les Turcs dans leur espace aérien, je pense que nous devons tout faire pour qu’il y ait une désescalade et pour qu’il puisse y avoir une reprise aussi rapide que possible du dialogue.

Nous allons également ce soir parler de la situation des réfugiés. Un grand nombre de personnes sont venues en Europe parce que, justement, ces personnes fuyaient les massacres en Syrie, les bombardements du régime, les tueries de Daech. C’était notre devoir d’accueillir ces personnes. Nous devons éviter un amalgame qui serait insupportable, qui laisserait penser que les réfugiés sont des terroristes. Il est possible – et nous en avons eu hélas la preuve – que des terroristes peuvent utiliser le cheminement des réfugiés mais il nous appartient de les contrôler avant qu’il ne soit trop tard et c’est ce que nous devons faire.

La question des réfugiés est devenue une question extrêmement sensible non pas à cause des événements qui se sont produits à Paris mais parce qu’il y a eu des dizaines de milliers, des centaines de milliers de personnes qui sont venues et je sais ce que l’Allemagne a été capable de faire pour les accueillir. Donc nous devons – et c’était la position que nous avions adoptée, la Chancelière et moi-même – avoir une politique qui puisse être effective pour le contrôle de nos frontières extérieures et que nous puissions agir, notamment avec la Turquie, pour que ces personnes qui sont tentées de fuir puissent être accueillies au plus près de leur pays d’origine. Ça sera le sens de la réunion qui se tiendra à Bruxelles, le Conseil européen, avec la Turquie, pour que nous puissions définir clairement les obligations et apporter – c’est bien légitime – le soutien et l’aide que l’Europe doit avoir vis-à-vis de la Turquie.

Enfin nous sommes réunis à la veille de la Conférence sur le climat. C’est un grand événement, grand événement de la planète pour la planète. Je veux remercier la Chancelière, présidente du G7, qui a beaucoup œuvré pour qu’au-delà des engagements que l’Europe a voulu souscrire, nous puissions emmener l’ensemble des pays les plus riches mais aussi les pays émergents vers un accord qui doit être forcément universel et contraignant.

Voilà les trois grands sujets que nous allons aborder au cours de ce dîner : la lutte contre le terrorisme, les réfugiés pour trouver une solution durable et enfin le climat. Mais il y a ces sujets, il y a l’actualité et puis il y a la constance qui fait que, très régulièrement, à Berlin, à Paris ou dans d’autres instances, l’Allemagne et la France parlent d’une seule voix. C’est le cas aujourd’hui.

\*\*\*\* \*france\_exec \*20151126

Monsieur le Président, Cher Vladimir,

Nous avons été frappés en France par un acte terroriste. La Russie a également été frappée par un attentat contre un de ses avions. Le terrorisme est donc notre ennemi. Nous le connaissons, il a un nom, c’est Daech, Etat islamique, il a un territoire, il a une armée, il a des ressources. Donc, nous devons faire cette large coalition, dont j’ai parlé, pour frapper ce terrorisme.

Vendredi dernier, le Conseil de sécurité a adopté une résolution à l’unanimité pour que l’ensemble des pays agisse contre le terrorisme et notamment contre Daech. Nous devons être à l’initiative pour qu’il puisse y avoir des actions, qui doivent être intensifiées contre ce terrorisme.

C’est pourquoi je suis à Moscou, avec toi, pour déterminer comment nous pouvons, les uns et les autres, agir et nous coordonner, pour que nous puissions à la fois atteindre ce groupe terroriste et en même temps chercher une solution politique pour la Syrie.

J’étais mardi à Washington, j’ai reçu la Chancelière hier, j’ai vu David CAMERON, j’ai également rencontré Matteo RENZI, je suis avec toi, maintenant, nous devons prendre nos responsabilités.

Je te remercie, ainsi que le peuple russe pour toutes les marques d’amitié qui nous ont été adressées à la suite des attaques meurtrières du vendredi 13 novembre. Moi aussi, je m’associe à la peine du peuple russe après les actes terroristes qui ont été commis.

C’est parce que nous pensons aux victimes que nous devons agir.

\*\*\*\* \*france\_exec \*20151127

Vendredi 13 novembre, ce jour que nous n’oublierons jamais, la France a été frappée lâchement, dans un acte de guerre organisé de loin et froidement exécuté. Une horde d’assassins a tué 130 des nôtres et en a blessé des centaines, au nom d’une cause folle et d’un dieu trahi.

Aujourd’hui, la Nation tout entière, ses forces vives, pleurent les victimes. 130 noms, 130 vies arrachées, 130 destins fauchés, 130 rires que l’on n’entendra plus, 130 voix qui à jamais se sont tues. Ces femmes, ces hommes, incarnaient le bonheur de vivre. C’est parce qu’ils étaient la vie qu’ils ont été tués. C’est parce qu’ils étaient la France qu’ils ont été abattus. C’est parce qu’ils étaient la liberté qu’ils ont été massacrés.

En cet instant si grave et si douloureux, où la Nation fait corps avec elle-même, j’adresse en son nom notre compassion, notre affection, notre sollicitude, aux familles et aux proches réunis ici, dans ce même malheur. Des parents qui ne reverront plus leur enfant, des enfants qui grandiront sans leurs parents, des couples brisés par la perte de l’être aimé, des frères et des sœurs pour toujours séparés. 130 morts et tant de blessés marqués à jamais, marqués dans leur chair, traumatisés au plus profond d’eux-mêmes.

Alors, je veux dire simplement ces mots : la France sera à vos côtés. Nous rassemblerons nos forces pour apaiser les douleurs et après avoir enterré les morts, il nous reviendra de « réparer » les vivants.

A vous tous, je vous promets solennellement que la France mettra tout en œuvre pour détruire l’armée des fanatiques qui ont commis ces crimes, qu’elle agira sans répit pour protéger ses enfants. Je vous promets aussi que la France restera elle-même, telle que les disparus l’avaient aimée et telle qu’ils auraient voulu qu’elle demeure. Et s’il fallait une raison de nous tenir debout, aujourd'hui, une raison de nous battre pour nos principes, une raison de défendre cette République qui est notre bien commun, nous la trouverions dans leur souvenir.

Ces femmes, ces hommes, venaient de plus de 50 communes de France. De villes, de banlieues, de villages. Ils venaient aussi du monde, dix-sept pays portent aujourd’hui avec nous le deuil.

Ces femmes, ces hommes, en ce vendredi 13 novembre, étaient à Paris, une ville qui donne un manteau de lumière aux idées, une ville qui vibre le jour et qui brille la nuit. Ils étaient sur les terrasses des cafés, ces lieux de passage ouverts aux rencontres et aux idées. Ils partageaient un repas aux saveurs du monde, dans cette soirée où l’automne ne paraissait pas finir. Ils chantaient au Bataclan aux sons d’un groupe américain qui leur faisait l’amitié de se produire dans une salle qui depuis deux siècles incarne l’esprit de Paris.

Ces hommes, ces femmes, avaient tous les âges, mais la plupart avait moins de 35 ans. Ils étaient des enfants lors de la chute du mur de Berlin, ils n’avaient pas eu le temps de croire à la fin de l’Histoire, elle les avait déjà rattrapés quand survint le 11 septembre 2001. Ils avaient alors compris que le monde était guetté par de nouveaux périls. Les attentats du début de l’année les avaient bouleversés. Beaucoup, je le sais, avaient tenu à manifester le 11 janvier, comme des millions de Français. Ils avaient dit leur refus de céder face à la menace terroriste. Ils savaient que la France n’est l’ennemie d’aucun peuple, que ses soldats se portent là où on les appelle, pour protéger les plus faibles et non pour assouvir une quelconque domination.

Ces femmes, ces hommes, étaient la jeunesse de France, la jeunesse d’un peuple libre, qui chérit la culture, la sienne, c’est-à-dire toutes les cultures.

Parmi les victimes du Bataclan, beaucoup avaient fait de la musique leur métier. C’est cette musique qui était insupportable aux terroristes. C’est cette harmonie qu’ils voulaient casser, briser. C’est cette joie qu’ils voulaient ensevelir dans le fracas de leurs bombes. Et bien, ils ne l’arrêteront pas. Et comme pour mieux leur répondre, nous multiplierons les chansons, les concerts, les spectacles ; nous continuerons à aller dans les stades, et notamment au Stade si bien nommé, le Stade de France à Saint-Denis. Nous participerons aux grands rendez-vous sportifs, comme aux rencontres les plus modestes, et nous pourrons aussi communier dans les mêmes émotions, en faisant fi de nos différences, de nos origines, de nos couleurs, de nos convictions, de nos croyances, de nos confessions, car nous sommes une seule et même Nation, portés par les mêmes valeurs.

Que veulent les terroristes ? Nous diviser, nous opposer, nous jeter les uns contre les autres. Je vous l’assure, ils échoueront. Ils ont le culte de la mort, mais nous, nous, nous avons l’amour, l’amour de la vie.

Ceux qui sont tombés le 13 novembre étaient la France, toute la France. Ils étaient étudiant, journaliste, enseignant, restaurateur, ingénieur, chauffeur, avocat, graphiste, architecte, mais aussi charpentier, serveur, photographe, fonctionnaire, publicitaire, vendeur, artiste. Ils étaient les métiers de la France, les talents du monde. Tous voulaient réussir, pour eux-mêmes, pour leur famille, pour leur pays. C’est en nous rappelant leur visage, leur nom, mais aussi leurs espoirs, leurs joies, leurs rêves anéantis, que nous agirons désormais.

Nous connaissons l’ennemi, c’est la haine ; celle qui tue à Bamako, à Tunis, à Palmyre, à Copenhague, à Paris et qui a tué naguère à Londres ou à Madrid. L’ennemi, c’est le fanatisme qui veut soumettre l’homme à un ordre inhumain, c’est l’obscurantisme, c’est-à-dire un islam dévoyé qui renie le message de son livre sacré. Cet ennemi nous le vaincrons ensemble, avec nos forces, celles de la République, avec nos armes, celles de la démocratie, avec nos institutions, avec le droit. Dans ce combat, nous pouvons compter sur nos militaires, engagés sur des opérations difficiles, en Syrie, en Irak, au Sahel. Nous pouvons compter sur nos policiers, nos gendarmes, en lien avec la justice, qui se sont encore comportés de façon admirable pour mettre hors d’état de nuire les terroristes.

Nous pouvons compter sur le Parlement pour adopter toutes les mesures qu’appelle la défense des intérêts du pays, dans un esprit de concorde nationale, et dans le respect des libertés fondamentales. Et puis, et puis surtout, nous pouvons compter sur chaque Française et sur chaque Français pour faire preuve de vigilance, de résolution, d’humanité, de dignité.

Nous mènerons ce combat jusqu’au bout et nous le gagnerons en étant fidèles à l’idée même de la France. Quelle est-elle ? Un art de vivre, une volonté farouche d’être ensemble, un attachement à la laïcité, une appartenance à la Nation, une confiance dans notre destin collectif.

Je vous l’affirme ici : nous ne changerons pas ; nous serons unis, unis sur l’essentiel. Et je salue, ici, devant vous, familles, ces innombrables gestes de tant de Français anonymes qui se sont pressés sur les lieux des drames pour allumer une bougie, déposer un bouquet, laisser un message, apporter un dessin. Et si l’on cherche un mot pour qualifier cet élan, ce mot existe dans la devise de la République : c’est la fraternité.

Et que dire de la mobilisation de tous les services publics pour porter secours et assistance aux victimes, pour accompagner les survivants, pour soutenir les proches. Ces personnels de santé, admirables. Leur action dit aussi ce que nous sommes : un pays solidaire.

Tout ce qui s’est passé depuis le 13 novembre porte la marque de la gravité, de la conscience des défis qui se présentent à notre pays. Ceux qui sont tombés, le 13 novembre, incarnaient nos valeurs et notre devoir est plus que jamais de les faire vivre, ces valeurs.

Nous ne céderons ni à la peur, ni à la haine. Et si la colère nous saisit, nous la mettrons au service de la calme détermination à défendre la liberté au jour le jour, c’est-à-dire la volonté de faire de la France un grand pays, fier de son Histoire, de son mode vie, de sa culture, de son rayonnement, de son idéal universel, du respect et même de la ferveur que notre pays inspire au monde chaque fois qu’il est blessé.

Je n’oublie pas les images venues de la planète entière, célébrant dans le même mouvement, le sacrifice de ceux qui étaient tombés à Paris, comme si c’était le monde entier qui se couvrait de deuil.

Le patriotisme que nous voyons aujourd’hui se manifester, avec ces drapeaux fièrement arborés, ces rassemblements spontanés, ces foules qui chantent la Marseillaise ; tout cela n’a rien à voir avec je ne sais quel instinct de revanche ou je ne sais quel rejet de l’autre. Ce patriotisme est le symbole de notre union, de notre inaltérable résistance face aux coups qui peuvent nous être portés, car la France garde intacte, malgré le drame, malgré le sang versé, ses principes d’espérance et de tolérance.

L’épreuve nous a tous meurtris, les familles d’abord, les Français, quelle que soit leur condition, leur confession, leurs origines. L’épreuve nous a tous meurtris, mais elle nous rendra plus fort. Je vais vous dire ma confiance dans la génération qui vient. Avant elle, d’autres générations ont connu, à la fleur de l‘âge, des évènements tragiques qui ont forgé leur identité. L’attaque du 13 novembre restera dans la mémoire de la jeunesse d’aujourd’hui comme une initiation terrible à la dureté du monde, mais aussi comme une invitation à l’affronter en inventant un nouvel engagement. Je sais que cette génération tiendra solidement le flambeau que nous lui transmettons.

Je suis sûr qu’elle aura le courage de prendre pleinement en main l’avenir de notre Nation. Le malheur qui a touché les martyrs du 13 novembre investit cette jeunesse de cette grande et noble tâche. La liberté ne demande pas à être vengée, mais à être servie. Je salue cette génération nouvelle. Elle a été frappée, elle n’est pas effrayée, elle est lucide et entreprenante, à l’image des innocents dont nous portons le deuil. Elle saura, j’en suis convaincu, faire preuve de grandeur. Elle vivra, elle vivra pleinement, au nom des morts que nous pleurons aujourd’hui.

Malgré les larmes, cette génération est aujourd’hui devenue le visage de la France.

Vive la République et vive la France.

\*\*\*\* \*belgique\_exec \*20160322a

Ce matin, aux alentours de 8 heures, deux explosions ont eu lieu dans le hall des départs de l’aéroport de Zaventem. La piste d’un attentat est pour l’instant investiguée.

Des victimes sont à déplorer suite à ces explosions. La priorité des autorités et des services concernés est de porter secours aux victimes et de sécuriser le périmètre. La phase fédérale de gestion de crise a été déclenchée.

Un call-center a été mis en place pour répondre aux questions des familles et des voyageurs : 1771.

Il est demandé à toute personne de ne pas se rendre à l’aéroport de Zaventem.

L’Ocam a effectué une nouvelle analyse de la menace suite à ces explosions. Le niveau général pour la Belgique est porté au niveau 4, particulièrement pour les gares internationales, métros, aéroports, installations nucléaires, le port d’Anvers.

Un conseil national de sécurité sera convoqué plus tard dans la journée.

Le gouvernement belge souhaite exprimer tout son soutien aux victimes et à leur famille.

Une prochaine communication suivra lorsque plus d’informations seront disponibles.

\*\*\*\* \*belgique\_exec \*20160322b

Mesdames et Messieurs, ce que nous redoutions s’est réalisé. Notre pays et nos concitoyens ont été frappés par des attentats aveugles, violents et lâches.

Deux attentats se sont produits ce matin, l’un à Zaventem, l’autre à la station de métro Maelbeek, et en ce moment même, au départ du centre de crise, avec nos forces de sécurité, nous tentons de stabiliser la situation, en assurant la sécurité sur d’autres sites pour lesquels des préoccupations existent encore.

La première urgence pour nous est évidemment le traitement des victimes, pouvoir évacuer les personnes victimes de ces attentats vers les différents hôpitaux ; et nous savons qu’il y a, en toute hypothèse, de nombreux morts, de nombreuses personnes blessées, parfois gravement.

Le CAM a adapté son évaluation de la menace pour l’amener au niveau 4, en conséquence de quoi une série de mesures de sécurité additionnelles sont en ce moment prises ; des renforts militaires sont déployés, des renforcements des contrôles aux frontières sont décidés, et des mesures particulières de restriction pour les transports en commun sont également mises en œuvre en ce moment.

Il faudrait vous indiquer que dans ce moment de tragédie, dans ce moment noir pour notre pays, plus que jamais je veux appeler chacun à faire preuve de calme, mais aussi de solidarité : nous sommes confrontés à une épreuve, à une épreuve difficile, et nous devons faire face à cette épreuve en étant unis, en étant solidaires, en étant rassemblés.

Nous allons continuer à suivre la situation minute par minute avec les différents services de sécurité, avec les différents services de secours ; je veux d’ores et déjà remercier les services de secours et de sécurité pour le travail qui est réalisé en ce moment même, et je vais vous dire encore une fois à quel point nous sommes totalement déterminés à faire face et à tenter de gérer cette situation et de poursuivre la gestion de cette situation de la manière la plus adéquate possible.

\*\*\*\* \*belgique\_exec \*20160322c

Mesdames et Messieurs,

Aujourd’hui, notre pays est en deuil. Pour chacun de nous, ce 22 mars ne sera plus jamais une journée comme les autres. Les vies brisées, les blessures profondes, ces souffrances sont celles de tout notre pays.

Mathilde et moi partageons votre peine, vous qui avez perdu un proche ou qui avez été blessés par les attentats lâches et odieux d’aujourd’hui.

Nous exprimons tout notre soutien à l’égard des membres des services de secours et de sécurité et notre reconnaissance à tous ceux qui spontanément offrent leur aide.

Face à la menace, nous continuerons à répondre ensemble avec fermeté, avec calme et dignité. Gardons confiance en nous-même. Cette confiance est notre force.

\*\*\*\* \*belgique\_exec \*20160324

Sire, Majesté,

Madame la Présidente, Monsieur le Président,

Monsieur le Président de la Commission Européenne,

Chers collègues,

Nous redoutions la tragédie terroriste.

Ce 22 mars, elle s’est produite sur notre sol.

Notre pays et notre population ont été frappés en plein cœur.

C’est un acte abominable, cruel et lâche.

Nos pensées sont toutes entières aujourd’hui pour les victimes, pour les familles et pour leurs proches.

Nous pensons aux enfants qui ont perdu leurs papas ou leurs mamans.

Nous pensons aux familles déchirées.

Nous pensons à tous ceux qui ont perdu leurs compagnons ou leurs compagnes, à ceux qui ont perdu un ami, un proche, brutalement, injustement arrachés à la vie.

Nous pensons aux hommes et aux femmes blessées, souvent gravement. Et qui garderont des séquelles indélébiles dans leurs corps et dans leurs cœurs.

Nous pensons également aux familles qui ont attendu ou attendent encore, dans l’angoisse, des nouvelles de leurs proches.

Ce hall d’aéroport, nous sommes nombreux à y avoir de souvenirs. Souvent des souvenirs en famille. Entre amis.

Le métro bruxellois, c’est la vie de notre capitale. Pour beaucoup, ce sont des habitudes du quotidien. Se rendre au travail, à l’école, rejoindre des amis. Y lire un livre ou bavarder avec un collègue.

A Zaventem et à Maelbeek, c’est la liberté au quotidien qui a été massacrée.

Cette même liberté qui fonde notre démocratie et notre envie de vivre-ensemble en harmonie.

Cette même liberté sur laquelle le projet européen est solidement bâti.

Les cris de détresse et de douleur, les hurlements de sirènes et les images apocalyptiques resteront à jamais gravés en chacun de nous.

Comme à Paris, Bamako, Tunis, Ankara… ou au musée juif de Bruxelles, la violence aveugle bête et méchante a frappé.

Nous saluons la dignité du peuple belge qui fait face à cette tragédie avec solidarité, courage et esprit d’unité.

Je le dis avec force : il ne pourra pas y avoir d’impunité.

Le gouvernement et les autorités compétentes mettront absolument tout en œuvre pour faire la lumière sur ces attaques et sur l’ensemble des évènements qui y sont liés.

Il ne pourra pas y avoir de zones d’ombres.

La démocratie, la liberté, l’état de droit et la tolérance sont plus que jamais nos repères pour continuer à avancer. Ensemble.

\*\*\*\* \*belgique\_exec \*20160420

A la suite des dramatiques attentats de Bruxelles du 22 mars 2016 dernier, nous tenons à réitérer notre engagement permanent et incessant de lutter contre la haine, l’extrémisme et le radicalisme violent.

Nous voulons à nouveau exprimer notre compassion vis-à-vis des victimes, de leur famille et de leurs proches. Aujourd’hui encore de nombreuses victimes sont toujours hospitalisées. Un long processus de guérison et de convalescence est devant elles. Nous voulons également souligner le travail remarquable des équipes médicales, des pompiers, de la police et les remercier pour leurs actions auprès des victimes et de leurs familles.

Ces dernières années furent marquées par de trop nombreux évènements tragiques en Europe et dans le monde. A chaque fois, des millions de démocrates ont rappelé avec force et détermination les principes fondateurs de nos démocraties.

Ensemble, nous voulons rappeler les principes fondateurs de notre société. Ces principes comme la séparation de l’Eglise et de l’Etat, la liberté d’expression, la lutte contre les discriminations, la liberté de croire et la liberté de ne pas croire mais aussi l’indispensable égalité entre les hommes et les femmes ne sont pas négociables. Ni aujourd’hui. Ni demain.

La Belgique est un pays ouvert, tolérant et accueillant. Le terrorisme, l’intégrisme, le radicalisme et les discours propageant la haine n’y ont pas leur place. Plus que jamais, nous devons éviter de tomber dans le piège tendu par les terroristes visant à monter les citoyens les uns contre les autres. Nous devons éviter toute forme d'amalgame et de polarisation. Nous sommes fiers des valeurs qui sont les nôtres.

Nous ne voulons pas d’une société repliée sur elle-même, méfiante. Pour lutter contre le risque de repli identitaire, nous devons œuvrer inlassablement à une société où chaque individu est respecté et respecte l’autre.

Nous voulons une société libre où chacun, avec sa singularité, avec son histoire, ses racines et avec son parcours de vie, peut trouver sa place et devenir un acteur responsable dans la société. Respecter chaque individu, c’est lui permettre de s’émanciper et d’exprimer sa diversité. Respecter chaque individu, c’est également lui donner la garantie d’une liberté de croire ou de ne pas croire et d’un traitement équitable auquel chaque citoyen a légitimement droit.

Notre volonté est intangible : nous continuerons de défendre et de promouvoir le socle commun de nos valeurs. Le radicalisme doit être combattu sans relâche et sans ambiguïté.

Par les temps troublés que nous connaissions, plus que jamais l’Etat et les instances officielles des cultes et de la laïcité s’engagent à lutter contre l’obscurantisme. Plus que jamais, l’Etat doit défendre la sécurité de chaque citoyen et sa liberté d’exprimer ses convictions dans le respect de la démocratie et de l’Etat de droit.

\*\*\*\* \*belgique\_exec \*20160501

Mesdames et Messieurs,

La rapidité et l’intelligence qui ont été déployées pour remettre notre aéroport en état de fonctionnement est hautement symbolique.

Un aéroport, c’est la porte ouverte sur le monde extérieur.

C’est la porte d’accès et la porte d’entrée de la Belgique.

Cet aéroport, c’est aussi l’un des poumons de notre tissu économique.

C’est par là que nous exportons et importons chaque jour, chaque heure un volume considérable de marchandises.

Un aéroport est comparable à une immense ruche humaine.

C’est un lieu d’intenses échanges marchands.

Mais aussi et avant tout d’échanges humains.

Le 22 mars restera à tout jamais gravé dans nos mémoires.

Ce jour-là, ici et à Maelbeeck, des hommes et des femmes ont brutalement été pris pour cible du terrorisme.

Il n’y a pas de mots assez forts pour dénoncer ces actes infâmes, lâches, monstrueux et criminels.

Pour 32 personnes, la vie a subitement pris fin. Pour leurs familles et leurs proches, c’est une douleur poignante, une douleur qui jamais ne s’éteindra.

Pour 340 autres personnes, ces explosions ont infligé des blessures, des brûlures, des meurtrissures.

Pour des milliers d’autres personnes présentes sur les lieux, c’est un traumatisme dont le souvenir restera à jamais indélébile.

Pour nous tous, c’est et cela restera une agression inqualifiable contre notre pays. Contre l’Europe et contre les valeurs de la démocratie.

Mais, face à cette atrocité, face à cette barbarie notre population a instantanément choisi de faire bloc.

Dès les premières minutes un immense mouvement de compassion, de générosité et de solidarité a prévalu.

Au-delà de nos différences nous avons choisi de faire front.

Nous avons tous choisi de résister.

L’aéroport de notre capitale se relance.

Brussels is back in business. Welcome to Brussels Airport.